

Trafic de transit : un succès partiel sur le Gothard



Le transport routier des marchandises continue d'augmenter sur le Brenner. © Jimmy.flickr

Un recul historique du trafic de marchandises transalpin a été enregistré sur le Gothard, avec les valeurs les plus basses enregistrées depuis la promulgation de la loi sur le transfert du trafic. Sur le Brenner, en revanche, l'afflux de poids-lourds augmente.

L'Office suisse des Transports a publié les statistiques pour l'année 2016. Sur le Gothard, on peut se féliciter d'un succès partiel : le nombre des trajets de poids lourds est passé l'année dernière sous la barre du million. C'est la valeur la plus basse enregistrée depuis 1994, année de l'acceptation par le peuple suisse de l'initiative populaire « Pour la protection des régions alpines contre le trafic de transit », qui exige le transfert du trafic de marchandises de la route vers le rail. Le volume total des marchandises transportées est resté pratiquement le même, mais la part des marchandises transportées sur le rail a augmenté, tandis que la part du trafic routier diminuait. La mise en œuvre de la politique de report modal a donc fait une petite avancée dans la bonne direction. Cette victoire d'étape pour la mise en œuvre

de la loi a toutefois été remportée cinq ans plus tard que prévu, et il est totalement irréaliste que l'objectif de plafonnement du nombre de trajets de poids-lourds à 650 000 soit atteint d'ici 2017/2018.

L'air est toujours aussi pollué sur le Brenner

Sur le Brenner au contraire, le principal col alpin pour le transport des marchandises, de plus en plus de marchandises sont transportées sur la route. Le rail y perd même des parts. Deux tiers des marchandises transitant par le Brenner sont transportées par la route. Sur le Gothard, on a la situation inverse. Le col du Brenner, qui relie la province du Tyrol du Sud/Haute-Adige en Italie et le Land du Tyrol en Autriche, est ainsi le principal axe Nord/Sud des Alpes. Le tonnage des marchandises transportées y est presque deux fois plus important que sur le Gothard et beaucoup plus important que sur les autres corridors alpins franco-italiens et austro-italiens.

La population est laissée pour compte

« La politique abandonne les populations qui vivent sur les cols alpins », constate Peter Hasslacher, Président de CIPRA Autriche. Si le passage, voire même le détour par l'autoroute du Brenner est bien meilleur marché que le rail ou le chemin plus direct par la Suisse, construire de nouvelles infrastructures ne sera pas suffisant. « On a besoin de mesures immédiates pour sauvegarder la santé des populations, d'une stratégie de report exemplaire, et enfin d'une action concertée dans l'Eurégio. » Pour Peter Hasslacher, l'interdiction sectorielle de circuler au Tyrol n'est que de la « poudre aux yeux ». Elle interdit depuis 2016 le transport par la route de marchandises qui peuvent aussi être transportées par le rail telles que les pierres, les déchets, le bois ou les automobiles. « Les victimes de cette politique des transports des États alpins, des Régions et de l'Union européenne sont les populations et la nature le long des axes de transport. »

Une politique transalpine des transports

Le transport transalpin des marchandises par la route a d'énormes répercussions écologiques et socio-culturelles sur les Alpes. La plupart des acteurs tels que les entreprises de transport, les exploitants de ports, les administrations ou les consommateurs sont conscients des impacts négatifs comme la pollution de l'air et le bruit, et cherchent souvent déjà des solutions. Mais il manque un dialogue transalpin pour une politique des transports commune. Le projet AlpInnoCT a été mis en place pour remédier à cette situation. Le projet de trois ans vise à favoriser un échange transalpin entre les acteurs à tous les niveaux. CIPRA International participe au projet par l'intermédiaire de sa société à but non lucratif CIPRA International Lab GmbH.

Sources et informations :

www.tageszeitung.it/2017/03/11/die-brenner-tonnen/ (de), www.alpeninitiative.ch/initiative-des-alpes/presse/communiqués_de_presse/2017/170323_verlagerungsziel.html , www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/alpinnoct , www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/mobilite-transport/transport-marchandises/transalpin.assetdetail.1380581.html



Barbara Wülser, directrice adjointe de CIPRA International © Martin Wälsler.

La parité hommes-femmes reste aujourd’hui une affaire de femmes. Or, il y aurait suffisamment de raisons d’en faire un sujet qui concerne la société entière. Barbara Wülser, directrice adjointe de CIPRA International, est convaincue qu’une telle démarche profiterait à tous, hommes et femmes, en particulier dans les Alpes.

Lors de la Conférence sur les femmes organisée par la présidence autrichienne de la Convention alpine les 18 et 19 avril 2017 à Alpbach, le rôle central des femmes pour le développement des régions de montagne du monde entier sera au cœur des débats. Pourtant, les femmes ne veulent pas se limiter à ce rôle. Elles exigent de bénéficier des mêmes droits que les hommes, qu’il s’agisse d’éducation, d’activité professionnelle ou de travail familial. À Alpbach, il y aura sans doute une majorité de femmes sur le podium et dans le public. Or, l’égalité des chances est aussi une affaire d’hommes. Tous, femmes et hommes, profitent du partage des

responsabilités et des chances.

Une plus forte participation des femmes à la vie professionnelle serait un énorme atout pour l’économie. Dans le monde entier, plus de 1,6 milliard de femmes pourraient être mieux intégrées dans le marché du travail, constate une étude du Fonds monétaire international. Dans les nations industrielles occidentales, et donc dans les pays alpins, le principal obstacle est la garde des enfants. Dans nos pays, les femmes sont au moins aussi bien formées que les hommes. Mais en travaillant à temps partiel, il est encore beaucoup trop rare qu’elles fassent carrière. Le poids principal de l’activité économique continue de reposer sur les épaules des hommes. Bien que l’égalité hommes-femmes soit ancrée dans la législation des pays alpins, l’empreinte sociale et les stéréotypes restent plus forts que le talent ou les goûts et préférences.

L’égalité hommes-femmes ne signifie pas qu’hommes et femmes soient coulés dans le même moule. Elle permet en revanche de profiter des marges de manœuvre et des potentiels existants. Répartir les tâches signifie organiser la vie quotidienne en fonction de ses besoins et de ses possibilités, avoir la possibilité de faire des expériences variées, et être proche de sa famille tout en participant à la vie professionnelle et sociale. Les hommes sont tout aussi capables que les femmes de faire la cuisine ou de jouer avec les enfants. Les femmes sont tout aussi capables de diriger des réunions ou de prononcer des discours. Une société dans laquelle femmes et hommes participent dans la même mesure à la vie familiale et professionnelle a une meilleure capacité d’adaptation et est plus résistante. Elle est plus apte à réagir aux changements. Dans une région alpine qui réunit à la fois des territoires structurellement faibles et des régions prospères, la société a impérativement besoin de cette résilience. L’égalité des chances permet aux Alpes de rester attractives pour les personnes de tous sexes et de tous âges.

Sources et informations :

www.fraueninbergregionen.at (de, en) , www.zeit.de/karriere/2013-09/studie-iwf-frauenarbeit (de) , www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2013/sdn1310.pdf (en)

Sphères alpines : limites naturelles, champ infini de possibles pour l'aménagement du territoire ?



La Conférence annuelle 2017 de la CIPRA est dédiée à l’aménagement du territoire dans les Alpes. © Frank Schultze

Des régions très connectées soumises à de fortes pressions d’utilisation s’opposent à des régions périphériques concernées par l’émigration. Ces phénomènes se reflètent sur le paysage et la politique : ici une exigence de densification, là-bas de décroissance.

À l’occasion de la conférence annuelle de la CIPRA « Sphères alpines : limites naturelles, champ infini de possibles pour l’aménagement du territoire » les 29 et 30 septembre 2017 à Innsbruck en Autriche, nous discuterons de ces questions et de l’importance de la politique territoriale en politique, en planification et pour la société civile à toutes les échelles.

La CIPRA a déjà effectué un important travail préparatoire sur ce thème. Le projet alpMonitor met en lumière le champ thématique de l’aménagement du territoire avec une présentation interactive et des informations de fond réunies dans un dossier. Le dernier numéro de la revue thématique « Alpenscène » est lui aussi dédié à la

question de l’espace et de la qualité de vie dans les Alpes. La Lettre ouverte à destination de la conférence des États alpins sur l’aménagement du territoire l’année dernière a également suscité un grand intérêt. La CIPRA y demande aux ministres de redoubler leurs efforts pour assurer la préservation des espaces et ressources naturelles, base vitale pour la vie dans les Alpes.

Sources et informations :

www.cipra.org/fr/positions/I2019espace-n2019est-pas-infini-lettre-ouverte-a-destination-de-la-conference-des-etats-alpins-sur-I2019amenagement-du-territoire , www.cipra.org/fr/publications/alpenenscene-no-101-lespace-nest-pas-infini , www.cipra.org/fr/alpmonitor/amenagement-du-territoire

100 max, le film : protéger le climat en jouant



Andreas Pichler, directeur de CIPRA International, inaugure la soirée : « Pour atteindre les objectifs de protection du climat, on a besoin de personnes qui montrent l'exemple. »

Nous pouvons tous être des pionniers en matière de protection du climat. Le court film « 100max – le jeu alpin pour protéger le climat » de CIPRA International montre comment.

Que nous allions au travail à vélo ou en voiture ou que nous achetions nos légumes à la ferme bio près de chez nous au lieu de légumes importés d'Outre-mer : notre style de vie influence le climat et les autres habitants de la planète. Pour maintenir l'équilibre climatique de la planète, nous ne devons pas émettre plus de 6,8 kilogrammes de CO₂ par jour et par personne – convertis en 100 points pour les besoins du jeu. Dans le film « 100max – le jeu alpin pour protéger le climat », des adultes, des enfants et des familles de différentes communes des Alpes racontent les expériences qu'ils ont réalisées dans le cadre du projet. Pendant deux semaines, ils se sont efforcés d'orienter leur mode de vie sur l'objectif des 100 points.

À la clôture du projet « 100max », la première du film a été présentée dans une salle comble à Schaan/LI. Le court film montre que les soi-disant « petites choses » : cultiver son jardin, consommer moins de viande, se déplacer à vélo, permettent d'économiser du CO₂. Pour Klaudia de Merano/I, le jeu a été l'occasion de réfléchir de manière ludique à son style de vie, et pour Lukas d'Entlebuch/CH, la voie est claire : « La qualité de vie ne dépend pas du nombre de biens que je possède et de la quantité d'énergie que je consomme, mais de ce que je fais avec ce qui est à ma disposition ».

Le film a été réalisé dans le cadre du projet « 100max » de CIPRA International en coopération avec www.eingutertag.org, et été cofinancé par le ministère allemand de l'Environnement.

Lien vers le film : www.youtube.com/watch?v=hGiWm7L0-2w

Pour plus d'informations : www.100max.org

En réseau pour les Alpes



Apprendre les uns des autres et concrétiser des idées communes : le rapport annuel 2016 de la CIPRA met en lumière la coopération dans les Alpes. © Jenni Kuck

La CIPRA est une petite organisation avec un grand réseau. Son rapport annuel montre comment ce réseau permet à ses membres de faire face conjointement aux défis qui se présentent dans les Alpes.

Pour la Convention alpine, dans le cadre de projets, au cours de la Semaine Alpine 2016, des personnes issues de différents pays alpins unissent leurs forces pour s'engager ensemble pour le développement durable dans les Alpes. Le rapport annuel 2016 de CIPRA International est dédié à cette coopération. On ne peut induire le changement qu'en mobilisant ensemble ses forces.

Le rapport annuel présente des rencontres. Par exemple entre Sandrine Percheval et Cassiano Luminati, qui se sont rencontrés pour la première fois à la Semaine Alpine. La Française et le Suisse, qui travaillent tous les deux dans des champs d'action proches de ceux de la CIPRA, ont vite noué connaissance. Ils ont parlé de leur engagement pour les Alpes, et ont puisé dans cette rencontre une nouvelle motivation et de nouvelles idées. De nombreuses personnes et organisations font exactement la même expérience.

D'autres perles de la coopération de CIPRA International avec de nombreux partenaires et organisations d'horizons très divers sont par exemple les coopérations transalpines sur la participation des jeunes, la mobilité ou le changement climatique. L'engagement des représentations nationales de la CIPRA en faveur du développement durable dans les domaines du tourisme, de l'aménagement du territoire ou encore de la mobilité est toujours une entreprise commune. Le rapport annuel est disponible en allemand, en anglais, en français, en italien et en slovène et peut être téléchargé sur :

www.cipra.org/fr/cipra/international/publications/rapport-annuels

Le Plan alpin bavarois est en danger



La modification du Plan alpin bavarois sur le Riedberger Horn créerait un précédent. © G. Blechschmidt

Le conflit autour du Riedberger Horn passe à l'étape suivante : les auditions vont se dérouler prochainement. Le Parlement de Bavière prendra ensuite une décision sur le Plan alpin et donc sur la liaison inter-stations sur le Riedberger Horn.

Le projet de construction d'une liaison entre les deux stations de Balderschwang et de Grasgehren en Oberallgäu/D via le Riedberger Horn est aussi vieux que le Plan alpin lui-même : 45 ans. Classé zone C dans le Plan alpin depuis 1972, le Riedberger Horn est protégé et ne peut être aménagé. La construction d'une liaison inter-stations sur le Riedberger Horn est donc interdite par la loi – pour le moment.

Dans le cadre d'une consultation publique réalisée dans les communes voisines d'Obermaiselstein und Balderschwang à l'automne 2016, 560 des 1092 personnes consultées se sont prononcées pour une modification du Plan alpin en faveur de la construction de la liaison. Pour le gouvernement de Bavière, une raison suffisante

pour légitimer une modification du programme de développement régional valable dans toute la Bavière, avec la partie consacrée au Plan alpin. 0,001 % de la population bavaroise déciderait ainsi de la modification d'une loi valable dans l'ensemble du Land, et ainsi de l'avenir de l'espace alpin bavarois. Une enquête représentative réalisée dans toute la Bavière par la Ligue allemande pour la protection des oiseaux (membre de CIPRA Allemagne) a au contraire montré que 80 % de la population bavaroise rejetait la construction d'une nouvelle remontée sur le Riedberger Horn, et que plus de 90 % était favorable au maintien du Plan alpin.

Une modification du Plan alpin ne signifierait pas seulement la fin du tourisme proche de la nature sur le Riedberger Horn : elle créerait aussi un précédent, avec de lourdes conséquences pour le Plan alpin. Stefan Witty, directeur de CIPRA Allemagne, ne craint pas seulement la disparition d'une nature préservée et d'animaux menacés : « Le Plan alpin a jusqu'à présent assuré la paix sociale entre les communes. » Pour toutes les communes, la situation était jusqu'à présent claire : aucune extension de domaine skiable n'étant possible en Bavière, il n'était même pas la peine de penser à faire une demande dans ce sens. Cela a bien fonctionné jusqu'à présent et n'a pas empêché le développement touristique. « Si le Plan alpin est modifié, de nombreuses communes vont exiger l'extension des infrastructures touristiques et la concurrence va augmenter entre elles », déclare Stefan Witty.

Les organisations membres de CIPRA Allemagne étudient actuellement les possibilités juridiques pour empêcher l'amendement du Plan alpin et l'autorisation de la construction de la liaison inter-stations. La décision du parlement bavarois sera précédée de deux auditions publiques : une audition d'experts le 27 avril 2017 et une audition des parties le 22 juin. CIPRA Allemagne espère que la présence d'un grand nombre de personnes intéressées donnera plus de poids à son action.

Sources et informations :

www.lbv.de/unsere-arbeit/alpen/riedberger-horn.html (de) , www.sueddeutsche.de/bayern/skigebiet-kabinett-passt-strengste-alpenschutzzone-an-fuer-die-skischaukel-am-riedberger-horn-1.3440504 (de) , www.br.de/nachrichten/schwaben/inhalt/kabinett-riedberger-horn-104.html (de) , www.rettet-das-birkhuhn.de (de)

PDF:

Des glaciers contaminés



Les touristes, les machines et les bâches laissent leurs traces dans la neige – et dans l'eau potable. © sarabrag.flickr

Pesticides, herbicides, médicaments : de nombreuses substances toxiques ont été trouvées à plus de 2700 mètres d'altitude. L'eau qui s'écoule du glacier de Presena en direction de la vallée en est la preuve.

Les substances toxiques trouvées dans le glacier sont emportées à la fonte des glaces et polluent les torrents, les rivières et la nappe phréatique. Ces données inquiétantes proviennent de l'analyse d'une série d'échantillons prélevés par les chercheurs du Musée d'histoire naturelle (MUSE) de Trente/I sur le glacier de Presena, dans le massif de l'Adamello. Les scientifiques participent à un projet de recherche sur la pollution des cours d'eau.

Il s'agit de substances contenues dans les produits utilisés par les touristes tels que les produits cosmétiques ou les crèmes, de fibres textiles provenant des bâches en tissu non-tissé utilisées pour recouvrir les glaciers, et surtout de pesticides et d'herbicides utilisés dans l'agriculture intensive. Une fois entrés dans

le circuit de l'eau, ces produits toxiques sont véhiculés par l'eau de fonte des glaciers et par la pluie. Le vent les transporte ensuite sur de longues distances et les ramène sur les glaciers.

Même si la quantité de polluants ne menace pas encore la qualité de l'eau potable, la question est de savoir combien de temps l'eau restera propre. Les organismes aquatiques souffrent aujourd'hui déjà de la pollution de l'eau des ruisseaux, comme le montre une étude actuelle publiée en Suisse. L'accumulation des substances toxiques sur une longue durée peut menacer la qualité de l'eau et avoir un impact sur la santé humaine par le biais de la chaîne alimentaire.

Sources et informations :

www.mountcity.it/index.php/2017/03/25/pesticidi-antibiotici-estrogeni-nei-ghiacciai-questo-e-altro/ (it) , www.ansa.it/trentino/notizie/2017/03/24/tracce-di-inquinanti-sul-ghiacciaio-presena_514550cc-9715-48e5-9cfb-a0b96f947ee0.html (it) , trentinocorrierealpigeo.com/2017/03/24/news/ghiacciaio-presena-trovate-tracce-di-pesticidi-e-farmaci-1.15082556?refresh_ce (it) , naturschutz.ch/news/toedlicher-pestizidcocktail-in-schweizer-baechen/114213 (de)

Payer pour le « cœur bleu » de l'Europe



Les kayakistes partent des Alpes pour rejoindre la mer. © Jan Pirnat

La plus grande action pour la protection des cours d'eau en Europe – le Balkan Rivers Tour – a démarré fin mars en Slovénie. Cette action s'engage pour la préservation des derniers cours d'eau encore intacts.

Les paysages fluviaux des Balkans sont des habitats naturels importants et figurent parmi les grands joyaux naturels d'Europe. Près de 80 % des 35 000 kilomètres de cours d'eau y sont encore en bon état ou en très bon état. Dans le reste de l'Europe, la relation est inversée, avec 20 % seulement de cours d'eau en bon état. Or, le « cœur bleu de l'Europe » dans les Balkans est menacé par la construction de 2 700 barrages et centrales hydrauliques, y compris dans le Parc national et dans d'autres espaces protégés.

La Balkan Rivers Tour a vu le jour en 2016. L'objectif de la campagne est d'attirer l'attention sur les impacts négatifs des barrages pour les écosystèmes fluviaux. Le 30 mars 2017, 500 kayakistes ont entamé leur périple à la source de la rivière Soča en Slovénie. Quelques jours plus tard, ils ont atteint la mer en Grèce après avoir franchi six frontières. L'action se poursuit avec de nombreuses manifestations parallèles dans les Alpes dinariques et sur le long de la rivière Morača au Montenegro. La population locale est impliquée dans cette action de protestation et est ainsi sensibilisée à la thématique.

« Le lobby des exploitants de centrales hydrauliques fait peser une forte pression sur les cours d'eau », explique Rok Rozman, responsable de la Balkan Rivers Tour. Quelques cours d'eau sont encore préservés malgré cette pression. Ils servent d'exemple et prouvent que d'autres voies sont possibles, comme le souligne Rok Rozman. L'un de ces exemples est celui de la Soča, qui attire la population slovène et des touristes du monde entier venus chercher ici ce qu'ils ont perdu chez eux.

Une autre campagne s'engage pour les cours d'eau menacés des Balkans : la campagne « Save the Blue Heart of Europe » de RiverWatch. Le directeur de l'organisation, Ulrich Eichelmann, a reçu en 2014 le grand Prix Binding pour son engagement en faveur du « cœur bleu » de l'Europe.

Informations :

www.balkanriverstour.com (en), www.riverwatch.eu (de, en)

Le Vent d'assos se lève contre la politique régionale



Les manifestants lèvent symboliquement le doigt en silence pour demander la parole, à Lyon/F. © ventdassos.twitter

Le tissu associatif de la région Auvergne-Rhône-Alpes est mis en péril : la politique du Conseil régional est visée. Un « Vent d'assos » se lève afin d'alerter élus et citoyens.

En ce 1^{er} avril 2017, c'est un poisson d'avril sérieux que la mobilisation inter-associative Vent d'assos a organisé. Devant l'Hôtel de Région à Lyon, plus de 300 bénévoles, salarié(e)s et citoyen(ne)s ont observé cinq minutes de silence, toutes et tous debout, immobiles, le doigt levé, en signe de demande de parole. Non loin, un jeu de Mölkky offrait de renverser des quilles nommées entre autres « droit des femmes », « accès aux droits en milieu rural », « écologie » pour les valeurs défendues par les associations avec des quilles « canon à neige » ou encore « portail de sécurité » à l'image des actions du Conseil régional.

Ceci dans le but de dénoncer les baisses drastiques voire les suppressions de subventions, le *manque de dialogue et de transparence en matière de critères d'attribution des subventions* depuis le 1^{er} janvier 2016. Presque 500 postes ont pâti de ces restrictions. La centaine d'associations réunies autour de Vent d'assos, qui individuellement n'auraient pas de poids suffisant pour se faire entendre, démontrent qu'elles ne sont pas seulement pourvoyeuses d'emplois, mais assurent le maintien du lien social au cœur des territoires parmi d'autres missions d'intérêt général.

Il est dès lors nécessaire qu'elles soient en partie financées par de l'argent public pour leurs compétences, leur savoir-faire et leur capacité d'innovation. Le mouvement Vent d'assos prend une ampleur nationale et rejoint [l'Appel des solidarités](#) lancé aux candidats à l'élection présidentielle à Paris par 80 associations et fédérations d'associations.

Sources et informations :

lecumedunjour.fr/auvergne-rhone-alpes-un-poisson-davril-associatif-pour-laurent-wauquiez ,
www.lyoncapitale.fr/Journal/Lyon/Actualite/Actualites/Social/Une-pluie-d-associations-s-abat-sur-le-conseil-regional-a-Lyon , www.graine-rhone-alpes.org/index.php/contact/1261-vent-dassos-mobilisation-inter-associative.html

Oh...



© bilderheld.flickr

La Principauté du Liechtenstein est connue pour sa famille princière, ses banques et sa politique d'immigration restrictive. Restrictif, le plus petit pays alpin l'est désormais aussi pour la population de castors qui tente de reprendre pied dans le pays : les animaux sont chassés et abattus. Jusqu'à présent, 15 castors ont été tués. La raison invoquée : les zones sensibles pour la protection contre les crues ne sont pas adaptées aux populations de castors, qui abattent des arbres, construisent des digues et produisent des copeaux de bois.

Si les castors, actifs au crépuscule et dans la nuit, pouvaient seulement comprendre qu'ils feraient mieux à l'avenir de travailler eux aussi le jour – comme des milliers d'autres migrants journaliers – pour retourner passer la nuit dans leur pays d'origine ! Ou si les autorités pouvaient comprendre qu'il existe des mesures techniques pour protéger les dispositifs anti-crues de l'architecture des castors...

www.lgu.li/projekte/biber (de)

Agenda

VerbaAlpina: Participe au plus grand projet linguistique des Alpes, 01.04.-31.12.2017, Alpen. [En savoir plus...](#)

Exposition : Les sentiers de la dignité, 03.-18.04.2017, Grenoble/F, Organisation: Mountain Wilderness et l'association Point d'Eau. [En savoir plus...](#)

Assises nationales de la transformation digitale des stations de ski et du tourisme en montagne, 20.-21.04.2017, Chambéry/F. [En savoir plus...](#)

Quel avenir pour l'économie de nos montagnes ?, 21.04.2017, Barcelonnette/F. [En savoir plus...](#)

regiosuisse - Communauté de Savoir-Faire «Numérisation de l'économie – enjeux et perspectives pour le développement régional», 02.05.2017, Lausanne/CH, Organisation: regiosuisse. [En savoir plus...](#)